



## DECLARATION DES SECTIONS NATIONALES DE TRANSPARENCY INTERNATIONAL DE L'AFRIQUE CENTRALE A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, 9 DECEMBRE 2019

---

En cette journée internationale de lutte contre la corruption, nous, sections nationales d'Afrique Centrale de Transparency International (TI), Coalition mondiale de lutte contre la corruption :

**NOUS JOIGNONS** à l'ensemble du mouvement anti-corruption mondial pour célébrer, dans un esprit d'unité, cette journée importante dans le calendrier de la communauté internationale;

**NOTONS** que, malgré son immense richesse en ressources naturelles, l'Afrique centrale, deuxième poumon vert de la planète, après l'Amazonie, reste confrontée à d'énormes défis de développement tel qu'attesté par l'Indice de développement humain des Nations Unies, et que la corruption endémique reste une menace pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la sous-région ;

**ESTIMONS** que sans une lutte efficace contre la corruption et une meilleure gouvernance caractérisée par la transparence, l'intégrité, la redevabilité, la participation et sans respect des principes démocratiques, les efforts de développement de nos Etats d'Afrique centrale tarderont à porter des fruits au profit des populations qui en ont tant besoin;

**RECONNAISSONS** que l'amélioration de la gouvernance en Afrique centrale ne peut réussir durablement qu'avec le concours soutenu de toutes les composantes de la société, à savoir le secteur public, le secteur privé, la société civile et les citoyens en particulier. ;

**CONSTATONS** que malgré l'adhésion de nos Etats respectifs à la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance, la majorité des **Etats de l'Afrique centrale tardent à se conformer à certaines dispositions pertinentes de ces instruments** , particulièrement en ce qui concerne **la mise en application des lois en matière de lutte contre corruption,**

**de promotion de la bonne gouvernance et la mise en place des institutions de lutte contre la corruption indépendantes, dotées de ressources adéquates pour remplir efficacement leurs missions et des pouvoirs nécessaires pour réprimer les actes de corruption qui privent la région de ses opportunités de développement;**

**DECRIONS** la menace persistante et les pressions diverses visant le rétrécissement de l'espace civique et démocratique dans la sous-région ;

**RENOUVELONS** notre appel aux Etats de la sous-région afin qu'ils prennent des **mesures idoines pour une domestication effective des dispositions des instruments juridiques** internationaux susmentionnés ;

**EXIGEONS** l'adoption des mesures législatives en vue de garantir une meilleure protection des activistes et autres militants anticorruption et lanceurs d'alerte

**RENOUVELLONS** notre invitation aux partenaires techniques et financiers des Etats de l'Afrique centrale à renforcer leur **appui technique et/ou financier aux efforts** de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance dans la sous-région ;

**Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme**  
**Ligue Congolaise de Lutte contre la Corruption**  
**Transparency International Cameroon**